Plaidoyer pour le livre et la lecture ¶

COMMUNIQUÉ DE PRESSE - 27/10/2026

LE LIVRE ET LA LECTURE NE SONT PAS UNE VARIABLE D'AJUSTEMENT : NOTRE AVENIR COMMUN EN DANGER

*Près de 60 organisations réunies au sein du collectif **Plaidoyer pour le livre et la lecture** se mobilisent à partir du 27 octobre pour exiger une politique publique ambitieuse en faveur du livre et de la lecture. La lecture n'est pas une dépense accessoire : c'est un bien commun, un levier d'émancipation et un enjeu majeur d'éducation, de santé publique et de démocratie.*

La situation est préoccupante : un Français sur six n'a lu aucun livre en 2025, soit 5 millions de lecteurs de moins en six ans[1]. Pourtant, le soutien de l'État aux métiers du livre et de la lecture a diminué de **25 %** entre 2025 et 2026. Et le projet de loi de finances pour 2027 entérine cette baisse historique. Peut-on vouloir faire de la lecture une *Grande Cause nationale* tout en réduisant les moyens de celles et ceux qui la font vivre ?

Face à cette situation, le collectif *Plaidoyer pour le livre et la lecture,* qui rassemble plus de 60 organisations représentatives de la filière, lance une mobilisation nationale pour obtenir un changement de cap budgétaire. Son objectif : obtenir un véritable engagement de l'État en faveur du livre et de la lecture, à la hauteur de leur rôle essentiel dans notre société.

< Lire ici la Note d'information aux journalistes >

Une économie "minime" pour l'État, un impact "considérable" pour la société

Les aides directes de l'État aux librairies, maisons d'édition, bibliothèques, festivals et structures de développement de la lecture représentent environ **17 millions d'euros, soit 0,21 % du budget du ministère de la Culture**. Elles ont chuté de 25 % entre 2025 et 2026. Les moyens du Centre national du livre (CNL) ont, eux, diminué de 22 % en deux ans, tandis que les crédits consacrés à la démocratisation culturelle ont reculé de 30 % entre 2024 et 2026.

Derrière ces chiffres, ce sont des emplois fragilisés, des projets abandonnés, des acquisitions de livres réduites et un accès à la lecture toujours plus inégal selon les territoires.

---

[1] Source : *Chiffres clés du secteur du livre, ministère de la Culture*

Mais l'enjeu dépasse largement la filière du livre. L'urgence est à la fois éducative, sociale et démocratique.

Alors que les difficultés de lecture progressent et que la place des écrans suscite des inquiétudes croissantes, les livres et la lecture sont essentiels pour développer le langage, renforcer la concentration, exercer l'esprit critique et nourrir l'imaginaire. Ils permettent de comprendre le monde, de confronter les idées et de construire sa liberté de pensée.

Dans les écoles, les librairies, les bibliothèques, les hôpitaux, les prisons, les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les territoires ruraux comme urbains , les professionnels et les bénévoles du livre et de la lecture œuvrent pour que chacun puisse accéder aux histoires, aux savoirs et aux idées. Réduire leurs moyens, c'est fragiliser l'égalité des chances, l'inclusion, la vitalité démocratique et notre capacité collective à faire société.

Pour le budget 2027, le collectif *Plaidoyer pour le livre et la lecture* demande :

- **Une politique nationale volontariste et interministérielle** en faveur du livre et de la lecture.
- **Des budgets à la hauteur des enjeux**, pour l'État comme pour les collectivités territoriales, afin d'enrayer le déclin de la lecture au vu de son impact sociétal
- **Un soutien réaffirmé à l'ensemble des acteurs et métiers du livre**, notamment par le renforcement des moyens alloués au Centre national du livre et aux dispositifs de démocratisation culturelle.

Lancement de la campagne #SauvonsLaLecture à partir du 27 octobre

Plus de 50 organisations, des milliers d'auteurs, de maisons d'édition, de librairies, de bibliothèques, d'associations et de festivals se mobilisent pour défendre une conviction commune : **investir dans la lecture, c'est investir dans l'émancipation, l'égalité et l'avenir démocratique de notre société.**

Pour en savoir plus, pour une interview, nous vous invitons à nous contacter.

Contacts presse :

Pascale Hayter - 06 83 55 97 91
pascale.hayter@lagencerup.fr